

Au Guatemala : succès des Nations unies...

Partage international n° [94](#) - Juin 1996

Au Guatemala, les droits de l'homme ont longtemps été un sujet tabou, et se sont même trouvés au centre d'un violent conflit qui a sévi pendant plusieurs décennies. Toutefois, les Nations unies ont réussi à faire de ce thème une priorité nationale. « *Il est maintenant possible de s'exprimer au Guatemala sur des sujets qu'on ne pouvait auparavant aborder qu'en dehors du pays* », a déclaré Cecilia Olmos, de nationalité chilienne, qui dirige les activités de l'ONU à Quetzaltenango.

De plus en plus de Guatémaltèques considèrent les bureaux du personnel de l'ONU comme un refuge où ils peuvent signaler les cas de violations des droits. Certains sujets, que les Guatémaltèques terrifiés n'osaient jusqu'alors aborder, figurent maintenant dans les rapports trimestriels de l'ONU.

Encouragée par ces rapports, la presse nationale a commencé à enquêter sur la corruption militaire. La conscription forcée a pris fin, suite aux critiques adressées par l'ONU à l'encontre de l'armée qui enrôlait des jeunes gens sous la menace, aux détours des rues et à la descente des autobus. En réponse aux exigences des Nations unies, la guérilla a cessé de bombarder les ponts et le réseau électrique.

L'ONU ne dispose d'aucun pouvoir pour punir ceux qui bafouent les droits de l'homme. L'organisation reconnaît d'ailleurs que la plupart des abus mentionnés dans les rapports n'ont pas fait l'objet d'enquête ni de poursuite de la part des autorités guatémaltèques. Cependant, la présence des observateurs de l'ONU dans les zones agricoles reculées a contribué à désamorcer certaines situations explosives et à éviter des engagements violents entre la police militaire et les employés des exploitations agricoles, même dans des cas d'affrontements meurtriers. En octobre dernier, onze paysans indiens ont été abattus dans un camp de réfugiés par des soldats qui ont prétendu que les Indiens étaient armés et qu'ils avaient attaqué les premiers. Or, plusieurs observateurs de l'ONU sont arrivés sur les lieux moins de deux heures après le drame et ont pu déterminer avec certitude que les villageois n'avaient pas d'armes. Ils ont alerté la

presse le jour même afin de démentir les déclarations des militaires, brisant ainsi le silence qui entoure habituellement de tels incidents. Cinq jours après, le ministre de la Défense donnait sa démission.

On attribue le succès rencontré par cette mission engagée depuis deux ans au fait que l'ONU n'a pas cherché à imposer la paix, ni à servir de gouvernement fantôme, et qu'elle est intervenue au moment où la population s'est révélée prête à mettre un terme à la guerre. Après trois décennies de combats acharnés à propos de la redistribution des terres, l'armée et la guérilla ont fini par reconnaître en l'ONU un médiateur neutre que les deux parties respectent. Les négociateurs onusiens s'emploient maintenant à amener les deux camps à conclure un armistice final. Source *New York Times*, E.-U.)

... et signature d'un accord

Par ailleurs, les forces de guérilla et le gouvernement du Guatemala ont signé un accord qui constitue une étape décisive dans les négociations engagées pour mettre un terme à 35 ans de guerre civile. Le pacte de réformes sociales et économiques viserait à créer un fonds agraire afin d'aider les agriculteurs déshérités à acquérir des terres arables. La répartition agraire est en effet très déséquilibrée au Guatemala, où 2 % des propriétaires terriens possèdent 66 % des terres cultivables.

Le gouvernement a affirmé que les terrains qui alimenteront le fonds se composeront de terres agricoles laissées en friche par leurs propriétaires, et de terres concédées illégalement à des officiers de l'armée, au cours des dernières décennies. Sont également concernés les terrains qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration fiscale régulière. De plus, le gouvernement a promis de réaliser une étude sur les titres de propriétés qui, selon de nombreux observateurs, pourrait montrer qu'un certain nombre de personnes aisées et influentes ont littéralement volé des dizaines de milliers d'hectares de bonnes terres agricoles à des paysans pauvres, principalement à des Indiens.

Faisant suite à un cessez-le-feu à durée indéterminée sans précédent, les rebelles de l'Union révolutionnaire nationale ont annoncé en mars la suppression immédiate de la « taxe de guerre » qu'ils extorquaient aux riches propriétaires fonciers.

Le pacte récemment signé est le 4e accord auquel parviennent les belligérants depuis que les négociations sous l'égide des Nations unies ont commencé en 1990. Les discussions se poursuivent sur d'autres sujets, dont la réduction et la réforme de l'armée. Compte tenu des derniers succès obtenus dans les négociations, la majorité des Guatémaltèques et des diplomates croient désormais à la conclusion d'un accord de paix final avant la fin de l'année. (Source : *San Francisco Chronicle*, Etats-Unis)

Guatemala

Sources : New York Times, San Francisco Chronicle,

E.-U.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)